

### *Compression des dépenses de l'État*

Bien des députés ont parlé jusqu'ici d'un fait mentionné dans le bill: depuis une dizaine années le Canada attache beaucoup moins d'importance à la recherche et au développement dans le secteur privé que ne le font nos principaux concurrents mondiaux. Moins d'un tiers de 1 p. 100 de notre produit national brut sert à encourager la recherche et le développement dans le secteur privé au Canada. Les États-Unis y consacrent environ 1 p. 100 de leur produit national brut, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, environ 1.4 p. 100. Si nous utilisons même une partie du milliard et plus qui sert à payer les services d'experts-conseils de l'extérieur pour encourager la recherche et le développement dans des programmes scientifiques, médicaux et autres dont nous avons grandement besoin, le pays en profiterait énormément. A notre regret, nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons appris que le gouvernement n'a pas accordé une très haute priorité à ce genre de restrictions ou de bonne gestion financière.

● (2020)

L'Auditeur général a mentionné que les impôts payés par les contribuables canadiens devraient être considérés comme des fonds en dépôt. C'est loin d'être une révélation étrange; c'est une vérité élémentaire que connaît toute personne, qui a la garde de l'argent d'autrui. Trop souvent, dans l'administration des affaires publiques dans notre pays, a-t-on constaté que les membres de gouvernements, et peut-être même nous tous, avons dépensé l'argent des autres trop généreusement. Il est intéressant de voir le piètre exemple qui nous vient d'en haut dans ce domaine. Lorsque le très honorable Louis St-Laurent et le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) étaient premiers ministres du pays, ils se faisaient un point d'honneur de ne consacrer que de faibles sommes à l'administration de leur cabinet, à leurs déplacements et aux autres nécessités de leur charge. Ils se complaisaient dans la frugalité, pour ainsi dire.

A cette époque, la somme de \$100,000 peut-être aurait largement suffi pour administrer le cabinet du premier ministre, et dans ce temps-là, les premiers ministres se déplaçaient en taxis ou dans leur propre voiture. Aujourd'hui, ils ont des limousines Cadillac à double blindage. Il paraît également qu'à cette époque, les membres du cabinet et les premiers ministres se faisaient un point d'honneur d'emprunter des modes de transport très humbles pour montrer qu'ils n'étaient pas nécessairement attachés à l'apparat du pouvoir.

**M. Brisco:** C'étaient des hommes humbles.

**M. MacKay:** Malheureusement, cette pratique a été abandonnée depuis longtemps et ces excès, même s'ils ne comptent pas tellement dans l'ensemble, donnent un si piètre exemple et provoquent tant d'opposition dans l'ensemble du pays, lorsque les gens se rendent compte de ce qui se passe, qu'ainsi un climat très défavorable est créé, ce qui n'est guère de nature à inciter la population à consentir des sacrifices et à s'imposer des restrictions, comme le gouvernement le lui demande.

Il y a aussi un problème sur le plan de la logique. Le gouvernement demande à la population de faire une chose, alors qu'il en fait une autre. Ainsi, l'an dernier, vers Noël, le premier ministre (M. Trudeau), dans un discours qui a fait beaucoup de bruit, aurait dit que le gouvernement assumerait un plus grand rôle dans l'administration des institutions, comme il le faisait d'ailleurs au moyen du programme anti-inflationniste, et qu'il le ferait peut-être encore davantage, une

fois les contrôles disparus. Voilà maintenant que le gouvernement bat en retraite, abandonnant l'attitude interventionniste dont il parlait alors. Le premier ministre aurait déclaré, lors de la conférence du *Financial Post* sur les contrôles, que le gouvernement se fierait davantage à l'entreprise individuelle pour stimuler les investissements, la production et la croissance, et que, de ce fait, le gouvernement n'interviendrait pas dans les détails de la gestion de l'économie. Aussi, encore une fois ceux qui étudient la doctrine, l'économie ou que sais-je aux niveaux supérieurs du gouvernement actuel, ne savent plus que penser de la sincérité du gouvernement lorsqu'il instaure une politique de modération.

Ce n'est pas exceptionnel de la part du gouvernement. L'estime cependant, cette volte-face donne une meilleure idée de sa préoccupation actuelle: il s'inquiète davantage des résultats des sondages d'opinion que du fait qu'il a gouverné d'une façon mauvaise et imprévoyante et c'est néfaste pour notre économie.

La bourse de Toronto s'est laissé distancer par celle de New York depuis presque deux ans. Son indice a augmenté de 9.9 p. 100 alors que l'indice des valeurs industrielles Dow Jones a progressé de 38.3 p. 100. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 10.9 p. 100 tant en 1974 qu'en 1975, avant d'en arriver à un taux inférieur à 10 p. 100 cette année. Cette baisse est due à la diminution du prix des denrées alimentaires qui n'est évidemment pas surveillé par le programme de lutte contre l'inflation, comme on l'a fait remarquer à maintes reprises.

Pour autant que l'on puisse se fier aux chiffres de Statistique Canada, on prévoit que le PNB n'augmentera pas plus de 4.5 p. 100 en 1976 alors que le taux de chômage atteindra au bas mot 8 p. 100 environ. Il n'y a pas là de quoi être fier et il se peut très bien que ce soit pire encore.

Notre position concurrentielle sur les marchés internationaux accuse un recul inquiétant. Nos exportations représentent 20 p. 100 de notre revenu national. D'autre part, entre 1970 et 1975, notre part des exportations mondiales est passée de 5.4 à 3.8 p. 100 et pour la même période, nos importations sont passées de 26.1 à 32.9 p. 100 de toutes les dépenses canadiennes au chapitre des biens. Ces glissements sont suffisamment importants pour entraîner une balance des paiements déficitaire, ce qui rend encore plus difficile pour le gouvernement la gestion de l'économie et l'application de restrictions dans les dépenses inconsidérées au niveau du compte courant. Nous faisons face à de sérieux problèmes économiques dont le gouvernement est en partie responsable mais auxquels il ne peut malheureusement apporter de solutions. L'intervention toujours plus grande du gouvernement canadien au sein de l'économie a contribué à la poussée inflationniste, et de ce fait, a été à l'origine de beaucoup de nos problèmes.

Ce qui s'impose actuellement, c'est une révision des dépenses du gouvernement. On se pose de très sérieuses questions sur la philosophie du gouvernement et sur son aptitude à comprimer ses dépenses et à diriger l'économie de manière responsable. On a mis en doute récemment la crédibilité, le rendement et, en fait, la gestion de Statistique Canada, et cela ne s'arrêtera sûrement pas là. Il est intéressant de noter que l'embauchage de personnes à contrat, au lieu d'employés à plein temps, est un élément qui a contribué à une croissance inutile des dépenses au sein de cet organisme et à la contravention aux règle-